

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



Conférence des présidents

Av. du Tribunal fédéral 29

CH - 1000 Lausanne 14

Tél. +41 (0)21 318 91 11

www.bger.ch

no dossier 003.1

DOCID 13804635

Département fédéral des affaires

étrangères DFAE

Monsieur le Conseiller fédéral

Ignazio Cassis

Palais fédéral Nord

3003 Berne

Envoi par courriel:

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Lausanne, le 28 octobre 2025

Paquet « stabilisation et développement des relations Suisse–UE » : ouverture de la procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le 13 juin 2025, le Tribunal fédéral a été invité à prendre position dans le cadre de la procédure de consultation susmentionnée. Nous vous remercions de cette opportunité et, dans le délai imparti, vous soumettons la prise de position suivante :

Observations liminaires

Le Tribunal fédéral souligne que la consolidation et le développement de la voie bilatérale de la Suisse constituent avant tout une question politique. Par respect pour le principe de la séparation des pouvoirs, il s'abstient donc de toute appréciation d'ordre politique et limite son examen aux aspects qui le concernent directement.

1. Interprétation des accords

En référence aux préambules et dispositions institutionnelles des accords soumis à consultation, le Tribunal fédéral constate avec satisfaction que ses compétences ainsi que celles des juridictions suisses en matière d'interprétation des accords dans des cas individuels demeurent préservées. Il prend acte que chaque partie conserve en outre l'autonomie de ses tribunaux dans l'interprétation de son propre droit.

2. Coopération entre juridictions

Le Tribunal fédéral prend acte que :

- selon l'art. 12 du Protocole institutionnel relatif à l'accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes,
- l'art. 12 du Protocole institutionnel à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif à la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité,
- l'art. 12 du Protocole institutionnel à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route,
- l'art. 12 du Protocole institutionnel à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien,
- l'art. 34 de l'Accord entre la Confédération suisse et l'Union européenne relatif à l'électricité,
- l'art. 22 du Protocole à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges de produits agricoles établissant un espace commun de sécurité des aliments,
- l'art. 17 de l'Accord entre la Confédération suisse et l'Union européenne sur la santé,

Le Tribunal fédéral et la Cour de justice de l'Union européenne instaurent un dialogue destiné à promouvoir une interprétation homogène du droit dans le contexte des accords relatifs au marché intérieur, et qu'ils doivent convenir des modalités de ce dialogue.

Le Tribunal fédéral relève à cet égard que ce mécanisme de dialogue pourrait avoir des répercussions sur l'organisation de la juridiction ainsi que sur ses besoins en ressources.

3. Modifications de la Loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)

3.1 Art. 82 let. b bis LTF

L'art. 82 LTF régit la recevabilité des recours en matière de droit public. Selon cette disposition, les recours sont recevables contre deux types d'objets (décisions et actes normatifs cantonaux, let. a et b) ainsi que dans la branche du droit relative aux droits politiques (let. c).

Le Tribunal fédéral prend acte de l'avant-projet prévoyant d'élargir ce cadre par l'introduction d'une nouvelle let. b bis, permettant à l'autorité de surveillance d'attaquer

également les régimes d'aides et les aides *ad hoc* sous forme d'actes normatifs des unités administratives de la Confédération (départements ou offices, par exemple).

3.2 Art. 83 let. k LTF

Les décisions en matière de subventions auxquelles la législation ne donne pas droit ne sont pas attaquables devant le Tribunal fédéral.

Le Tribunal fédéral prend acte que l'avant-projet introduit une exception, permettant à l'autorité de surveillance, lorsque la situation l'exige, de lui soumettre la question de la licéité d'aides auxquelles la législation ne confère pas de droit.

3.3 Art. 83 let. m LTF

En l'état actuel, les décisions relatives à l'octroi d'un sursis de paiement ou à la remise de contributions ne peuvent pas faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral.

Le Tribunal fédéral prend acte que l'avant-projet prévoit une exception, afin de lui permettre d'assurer une application uniforme de la législation sur les aides d'État à l'échelle nationale.

3.4 Art. 98a LTF

Les motifs pouvant être invoqués pour les recours devant le Tribunal fédéral sont définis à l'art. 95 LTF. Aucun motif n'est cependant prévu lorsque des actes normatifs de la Confédération sont attaqués.

Le Tribunal fédéral prend acte que l'avant-projet introduit un nouvel art. 98a afin de combler cette lacune et de tenir compte de cette nouvelle possibilité de recours.

3.5 Art. 103 al. 2 let. e LTF

En principe, les recours devant le Tribunal fédéral n'ont pas d'effet suspensif (art. 103 al. 1 LTF).

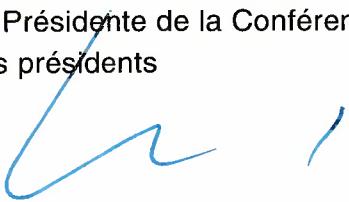
Le Tribunal fédéral prend acte que l'avant-projet prévoit que les recours introduits par l'autorité de surveillance dans l'exercice de ses compétences en matière d'aides d'État bénéficient *ex lege* d'un effet suspensif et que l'art. 103 al. 2 serait dès lors complété par une nouvelle let. e.

En ce qui concerne ces modifications, le Tribunal fédéral relève qu'elles sont susceptibles d'entraîner une charge de travail supplémentaire et, par conséquent, d'avoir des répercussions sur ses besoins en ressources.

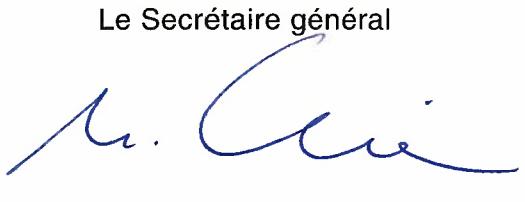
Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

TRIBUNAL FEDERAL SUISSE

La Présidente de la Conférence
des présidents


Laura Jacquemoud-Rossari

Le Secrétaire général


Nicolas Lüscher



Die Präsidentenkonferenz

Postfach, 9023 St. Gallen

Telefon +41 58 465 27 27

Aktenzeichen: BVGer-111-30/20/6/11

Geschäfts-Nummer: 2025-126

Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA
Herr Bundesrat Ignazio Cassis
Bundeshaus West
3003 Bern

PDF- und Word-Version per E-Mail an

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

St. Gallen, 27. Oktober 2025

Vernehmlassung: Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz EU»

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2025 haben Sie das Bundesverwaltungsgericht eingeladen, in der oben erwähnten Vernehmlassung Stellung zu nehmen; dafür danken wir Ihnen bestens.

Das Gericht hat seine allgemeinen Bemerkungen zur Umsetzung des Pakets im zur Verfügung gestellten Antwortformular unter Ziffer 3.1 eingebracht. Im Übrigen wird auf eine inhaltliche Stellungnahme verzichtet und darum gebeten, bei der Auswertung der Vernehmlassung die Antwort des Bundesverwaltungsgerichts als Enthaltung und nicht als Zustimmung auszuweisen.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Die Vorsitzende der
Präsidentenkonferenz

Barbara Balmelli



Der stellvertretende
Generalsekretär

Bernhard Fasel

Beilage

- Ausgefülltes Formular

Kopie an

- Bundesgericht
- Bundesstrafgericht
- Bundespatentgericht



Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage

Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- Kanton
- In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- Eidgenössische Gerichte
- Weitere interessierte Kreise
- Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Bundesverwaltungsgericht
Kreuzackerstrasse 12
9023 St. Gallen

Datum der Stellungnahme:

23. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Oliver Gerber / +41 58 462 48 42 / oliver.gerber@bvger.admin.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Text eingeben.

Das Bundesverwaltungsgericht enthält sich einer Stellungnahme zu diesem Punkt.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Text eingeben.

Das Bundesverwaltungsgericht enthält sich einer Stellungnahme zu diesem Punkt.

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Text eingeben.

Das Bundesverwaltungsgericht und insbesondere dessen Abteilung VI, welche für Beschwerden im Ausländerrecht zuständig ist, ist vom Änderungsprotokoll zum Abkommen vom 21. Juni 1999 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft einerseits und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits über die Freizügigkeit (FZA, SR 0.142.112.681) und den in diesem Zusammenhang geplanten Gesetzesanpassungen im Bundesgesetz vom 16. Dezember 2005 über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20) betroffen.

Zu den geplanten Gesetzesanpassungen im AIG hat das Gericht keine Bemerkungen.

Betreffend das Änderungsprotokoll zum FZA wird wie folgt Stellung genommen:

Gemäss Änderungsprotokoll zum FZA (insbesondere dessen Anhang I) soll die Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten (nachfolgend: Richtlinie 2004/38/EG), zukünftig auch für die Schweiz mit den im Anhang I aufgelisteten Anpassungen gelten. Diesbezüglich wird darauf hingewiesen, dass Art. 13 der Richtlinie 2004/38/EG für Familienangehörige, die nicht die Staatsangehörigkeit eines EU-Staates besitzen, im Falle einer Scheidung, Aufhebung der Ehe oder Beendigung einer eingetragenen Partnerschaft andere Voraussetzungen für den weiteren Aufenthalt im Aufnahmestaat vorsieht als die bestehende nationale Regelung in Art. 50 AIG (vgl. Erläuternder Bericht, S. 229). Besonders deutlich wird der Unterschied bei der Fristenregelung: Während Art. 50 AIG für ein eigenständiges Aufenthaltsrecht nach Auflösung der Ehe oder Familiengemeinschaft eine Ehe- und Aufenthaltsdauer in der Schweiz von mindestens drei Jahren voraussetzt, verlangt Art. 13 der Richtlinie 2004/38/EG zwar ebenfalls eine Ehegemeinschaft oder eingetragene Partnerschaft von drei Jahren, davon jedoch lediglich ein Jahr Aufenthalt im Aufnahmestaat. Obwohl die konkreten Auswirkungen einer Übernahme von Art. 13 der Richtlinie 2004/38/EG im Schweizer Recht zurzeit schwer einschätzbar sind, ist absehbar, dass die Schweizer Gerichte mit Fragen im

Zusammenhang mit der Anwendung beziehungsweise Auslegung dieser Bestimmung konfrontiert sein werden. Diesbezüglich stellt sich besonders die Frage, ob die Anwendung von Art. 13 der Richtlinie 2004/38/EG anstelle von Art. 50 AIG zu einer Besserstellung der Familienangehörigen von EU-Bürgerinnen und – Bürgern, die aus einem Drittstaat stammen, gegenüber anderen Gruppen – namentlich den Familienangehörigen aus Drittstaaten von Schweizer Bürgerinnen und Bürgern – führen könnte. Zudem wäre eine allfällige Prüfung einer Konkretisierung respektive Präzisierung von Art. 13 der Richtlinie 2004/38/EG in geeigneter Form, wie z.B. in der Verordnung vom 22. Mai 2002 über den freien Personenverkehr zwischen der Schweiz und der Europäischen Union und deren Mitgliedstaaten, zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich sowie unter den Mitgliedstaaten der Europäischen Freihandelsassoziation (VFP, SR 142.203), in Betracht zu ziehen.

Das Paket wird zudem Auswirkungen auf die Ressourcen des Bundesverwaltungsgerichts haben. Mit dem vorgeschlagenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (VE-BHÜG) werden neue Beschwerdeobjekte geschaffen (neuer Art. 31a VE-VGG) sowie neue Beschwerdewege (Ergänzung von Art. 33 VE-VGG) an das Bundesverwaltungsgericht eröffnet. Der erläuternde Bericht äussert sich nur vage zu den Mehraufwänden für das Gericht, indem er von jährlich «rund fünf Untersuchungen» ausgeht, die im Rahmen der bestehenden Ressourcen zu finanzieren seien. Über den Umfang der Verfahrensakten bei diesen Untersuchungen äussert sich der erläuternde Bericht nicht. Da die Ressourcensituation des Bundesverwaltungsgerichts angespannt ist, sind ihm je nach Fallentwicklung weitere Ressourcen zuzusprechen. Das Gericht bittet darum, den künftigen Ressourcenbedarf, wie es im erläuternden Bericht bereits vorgezeichnet ist, vertieft zu prüfen, das Gericht einzubeziehen und den Ressourcenbedarf in der Regulierungsfolgenabschätzung auszuweisen.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2. Stabilisierungsteil			
3.2.1. Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			
3.2.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
3.2.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
3.2.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)			
3.2.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
3.2.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
3.2.2. Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
3.2.2.1. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.2. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
3.2.2.3. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
3.2.2.4. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
3.2.2.5. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
3.2.2.6. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
3.2.2.7. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
3.2.2.8. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
3.2.2.9. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringrinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
3.2.2.10. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
3.2.2.11. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.12. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
3.2.3. Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			
3.2.3.1. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
3.2.3.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) <i>(siehe auch unter 3.2.5 Finanzialer Beitrag der Schweiz)</i>			
3.2.3.3. Obligationenrecht (OR, SR 220)			
3.2.3.4. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
3.2.3.5. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
3.2.4. Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.4.1. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
3.2.4.2. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
3.2.5. Finanzialer Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
3.2.5.1. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)			
Gesetzesanpassungen			
3.2.5.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) <i>(siehe auch unter 3.2.3 Personenfrei- zügigkeit: Lohnschutz)</i>			
3.2.5.3. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.3. Weiterentwicklungsteil			
3.3.1. Strom			
Gesetzesanpassungen			
3.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
3.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)			
3.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
3.3.2. Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

3.3.2.1. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
3.3.2.2. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
3.3.2.3. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
3.3.2.4. Bundesgesetz über den Wald (Waldgesetz, WaG, SR 921.0)			
3.3.2.5. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Text eingeben.

Das Bundesverwaltungsgericht enthält sich einer Stellungnahme zu diesem Punkt.